



Mardi 17 novembre a commencé l'examen par l'Assemblée Nationale de la proposition de loi de la majorité gouvernementale sur "la sécurité globale". Ce texte contient de graves atteintes aux libertés publiques fondamentales comme la liberté de la presse, la liberté d'expression, mais aussi les libertés de circulation, de manifestation, avec le renforcement des moyens de contrôle et de surveillance généralisée de la population.

SAMEDI 28 NOVEMBRE, TOUS ET TOUTES MOBILISE-E-S : POUR LA DEFENSE DE NOS LIBERTES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES ! POUR L'ABANDON DE LA PROPOSITION DE LOI SUR LA « SECURITE GLOBALE » !

Les violences dont ont été victimes les migrants demandeurs d'asile et ceux qui les soutiennent, le lundi 23 novembre, à Paris, sont l'illustration de ces mesures liberticides.

Dans une telle situation, la saisie de l'IGPN ne peut constituer une réponse satisfaisante aux menaces que font peser ces violences sur les libertés.

Les mesures de la loi sur la « sécurité globale » viendraient s'ajouter aux diverses restrictions des libertés publiques et au renforcement des moyens de contrôle et de répression accompagnant l'état d'urgence sanitaire qui a été rétabli en octobre et prolongé jusqu'au 16 février 2021. Avec cette prolongation, cela fera, en durée cumulée depuis 2015, près de trois années que la France aura été gouvernée sous un régime de pouvoirs exceptionnels.

Cette escalade autoritaire est d'autant plus inquiétante que, sous l'effet combiné de la crise sanitaire, des plans

Pour les organisations syndicales CGT de la Somme, CNT-STE80, FSE Amiens Picardie, FSU80, la Ligue des Droits de l'Homme Amiens, Union Syndicale Solidaires de la Somme, et Unef Amiens Picardie, la répression ne peut être la réponse aux revendications et "l'urgence sanitaire" ne peut justifier la réduction des libertés individuelles et collectives indispensables à l'exercice des libertés syndicales et associatives, à plus forte raison dans une telle situation de crise économique et sociale.

Le 21 novembre des centaines de salariés, de jeunes, de citoyens se sont rassemblés à Amiens et à Abbeville contre la proposition de loi sur "la sécurité globale". De nouveaux rassemblements sont prévus samedi 28 novembre.

Nos organisations déclarent leur soutien total à ces mobilisations et appellent les salariés, les jeunes et les retraités à se rassembler, dans le respect des règles de protection sanitaire, samedi 28 novembre, à 11h, place de l'hôtel de ville à Abbeville et à 14h Place Gambetta à Amiens :

- LA LEVEE IMMEDIATE DE L'ETAT D'URGENCE ET DES MESURES DE RESTRICTION DES LIBERTES PUBLIQUES ;
- L'ABANDON DE LA PROPOSITION DE LOI SUR LA SECURITE GLOBALE ;
- LE RETABLISSEMENT PLEIN ET ENTIER DES LIBERTES DE SE REUNIR, DE SE RASSEMBLER ET DE MANIFESTER.

**Samedi 28 novembre, à 11h à Abbeville (hôtel de ville)
et 14h à Amiens (Place Gambetta)
TOUS ET TOUTES AUX RASSEMBLEMENTS !**